CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 78.532/2
du 18 décembre 2025

sur

une proposition de loi
'modifiant le Code des
sociétés et des associations
en vue d'y inscrire la société
à mission'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 78.532/2
van 18 december 2025

over

een wetsvoorstel 'tot wijziging
van het Wetboek van
vennootschappen en
verenigingen, teneinde er
de vennootschap met een
missie in op te nemen'

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

Le 21 novembre 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Président de la Chambre des représentants à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur une proposition de loi 'modifiant le Code des sociétés et des associations en vue d'y inscrire la société à mission', déposée par M. Serge HILIGSMANN et consorts (*Doc. parl.*, Chambre, 2025-2026, n° 56-1128/001).

La proposition a été examinée par la deuxième chambre le 8 décembre 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAYEBECK, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur, et Timo TALLGREN, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 décembre 2025.

*

Op 21 november 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Voorzitter van de Kamer van volksvertegenwoordigers verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een wetsvoorstel 'tot wijziging van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, teneinde er de vennootschap met een missie in op te nemen', ingediend door de heer Serge HILIGSMANN c.s. (*Parl.St.*, Kamer, 2025-2026, nr. 56-1128/001).

Het voorstel is door de tweede kamer onderzocht op 8 december 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAYEBECK, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur, en Timo TALLGREN, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 december 2025.

*

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique ‡ ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

EXAMEN DE LA PROPOSITION

OBSERVATION GÉNÉRALE

La proposition a essentiellement pour objectif de mettre en place une nouvelle qualité de « société à mission » ou de « société à mission d'intérêt commun » pour les sociétés souhaitant poursuivre des principes et objectifs sociaux ou environnementaux dans le cadre de leur activité.

La proposition prévoit à cet effet que les sociétés pourront se prévaloir de cette qualité, que les objectifs sociaux ou environnementaux seront précisés dans les statuts, que ces derniers fixeront également les modalités du suivi de l'exécution de la mission en question, qu'un comité de mission est institué à cette fin, distinct des autres organes de la société, et que ce comité remet un rapport annuel présenté à l'assemblée générale sur l'état d'avancement de la mission et sur la durabilité.

Il est enfin prévu par la proposition qu'un organisme tiers indépendant vérifiera périodiquement l'exécution des objectifs fixés dans les statuts et que celui-ci rendra un avis public sur le respect des objectifs, pouvant mener, le cas échéant, à la suppression de la qualité de « société à mission » par décision du président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé.

Les développements font état de l'existence dans le droit actuel de qualités similaires dont peuvent déjà se prévaloir les sociétés, en indiquant que le Code des sociétés et associations permet déjà la création de sociétés à finalité sociale, via la forme coopérative [1].

Plus précisément, l'article 8:5, § 1er, alinéa 1er, du Code des sociétés et associations (ci-après : le « CSA ») précise que pour qu'une société coopérative [2] puisse ajouter à la dénomination de sa forme légale les termes « agréée comme entreprise sociale », elle doit remplir les conditions suivantes :

> « 1° elle a pour but principal, dans l'intérêt général, de générer un impact sociétal positif pour l'homme, l'environnement ou la société ;
>
> 2° tout avantage patrimonial qu'elle distribue à ses actionnaires, sous quelque forme que ce soit, ne peut, à peine de nullité, excéder le taux d'intérêt fixé par le Roi en exécution de la loi du 3 mai 2024 portant institution d'un Conseil national de la coopération et de

‡ S'agissant d'une proposition de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

[1] Développements, p. 4.

[2] La loi limite cette possibilité d'agrément aux sociétés ayant la forme d'une coopérative au sens de l'article 1:5, § 2, quatrième tiret, du CSA.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

l'entreprise sociale, appliqué au montant réellement versé par les actionnaires sur les actions ;

3° lors de la liquidation, il est donné au patrimoine subsistant après apurement du passif et remboursement de l'apport versé par les actionnaires et non encore remboursé, à peine de nullité, une affectation qui correspond le plus possible à son objet comme entreprise sociale agréée ».

L'article 6, § 1er, de l'arrêté royal du 28 juin 2019 'fixant les conditions d'agrément comme entreprise agricole et comme entreprise sociale' exige encore le respect des conditions suivantes :

« § 1er. Un agrément comme entreprise sociale est octroyé par le Ministre de l'Économie à une société coopérative lorsque ses statuts, son fonctionnement et ses activités sont conformes aux conditions suivantes :

1° le but principal de la société est, dans l'intérêt général, de générer un impact sociétal positif pour l'homme, pour l'environnement ou pour la société, conformément à l'article 8:5, § 1er, 1°, du code ;

2° les statuts décrivent l'objet de la société, dont il ressort expressément que celui-ci sert à générer un impact sociétal positif pour l'homme, pour l'environnement ou pour la société ;

3° en cas de démission, l'actionnaire sortant reçoit, au maximum, la valeur nominale de son apport réel ;

4° le mandat d'administrateur est gratuit, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'une indemnité limitée ou des jetons de présence limités ;

5° aucun actionnaire ne peut prendre part au vote à l'assemblée générale pour un nombre de voix dépassant le dixième des voix attachées aux parts ou actions représentées ;

6° le montant du dividende à verser aux actionnaires ne peut être fixé qu'après fixation d'un montant que la société réserve aux projets ou affectations qui sont nécessaires ou utiles pour la réalisation de son objet ;

7° le seul avantage patrimonial que la société distribue directement ou indirectement à ses actionnaires, sous quelque forme que ce soit, ne peut excéder le taux d'intérêt visé à l'article 8:5, § 1er, 2°, du code, et appliqué au montant réellement versé par les actionnaires sur les actions ;

8° lors de la liquidation de la société, le patrimoine subsistant après l'apurement du passif et le remboursement de la somme réellement versée par les actionnaires et non encore remboursée sur les actions, est réservé à une affectation qui correspond le plus possible à son objet, conformément à l'article 8:5, § 1er, 3°, du code ».

L'article 6, § 2, précise :

« L'organe d'administration de la société établit chaque année un rapport spécial sur l'exercice clôturé dans lequel il est fait au moins mention :

1° des informations énoncées à l'article 6:120, § 2, du code ;

2° de la manière dont l'organe d'administration de la société contrôle l'application des conditions d'agrément, fixées au paragraphe 1er ;

3° des activités que la société a effectuées pour atteindre son objet ;

4° des moyens que la société a mis en œuvre à cet effet.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

Le rapport spécial est inséré dans le rapport de gestion établi et déposé conformément aux articles 3:5 et 3:6 du code ».

Il ressort de ces différentes conditions que le statut d'« entreprise sociale » figurant à l'article 8:5 du CSA coïncide déjà largement avec le dispositif proposé de « société à mission » ou de « société à mission d'intérêt commun » et qu'il poursuit des objectifs largement similaires.

Interrogée sur l'articulation entre ces deux régimes, la déléguée a répondu :

« L'article 8:5 CSA concerne les sociétés coopératives, alors que la SàM pourra s'appliquer à toutes les formes de société. De plus, le § 1er, 2° de cet article prévoit que 'tout avantage patrimonial qu'elle distribue à ses actionnaires, sous quelque forme que ce soit, ne peut, à peine de nullité, excéder le taux d'intérêt fixé par le Roi (...)'. Il n'y a pas de condition de ce type prévue pour la SàM, mais une SàM pourrait adopter ce type de dispositif et, si elle a adopté la forme coopérative, demander l'agrément comme 'entreprise sociale'.

Rien n'empêcherait une SCES ou SC agréée ES à également être une société à mission dès lors qu'elle remplirait les conditions prévues.

Alors que la sanction du non-respect des conditions d'agrément peut être la dissolution (article 8:7 du CSA), la sanction du non-respect des conditions de la SàM serait l'injonction judiciaire de cesser d'utiliser cette qualification (article 1:5/1, § 7, alinéa 2 du CSA) ».

Il n'en demeure pas moins que le dispositif proposé coïncide largement avec le régime existant de l'entreprise sociale tel que prévu à l'article 8:5 du CSA et que, par conséquent, les sociétés coopératives sont susceptibles de cumuler, dans l'état actuel du dispositif proposé, tant la qualité de « société à mission » que la qualité d'« entreprise sociale ».

Le législateur veillera dès lors à tout le moins à prévoir, dans la suite des travaux parlementaires, comment ces deux régimes s'articulent pour ce qui concerne les sociétés coopératives agréées, en particulier pour ce qui concerne la dénomination sociale, la rédaction du rapport spécial et du rapport de mission et la vérification périodique par un organisme tiers indépendant par rapport à la vérification déjà effectuée par les agents du SPF Économie pour ce qui concerne la qualité d'entreprise sociale. Il conviendra d'articuler également les deux dispositifs pour ce qui concerne le retrait de la qualité, tantôt d'« entreprise sociale », tantôt de « société à mission », dès lors que, dans le premier cas de figure, le retrait est effectué par le ministre de l'Économie, alors que, dans le deuxième cas de figure, la suppression de la qualité de « société à mission » est ordonnée par le président du tribunal de l'entreprise [3].

2. Le dispositif proposé se réfère à la notion de « société », ce qui semble indiquer que les associations sans but lucratif et les fondations ne pourront se prévaloir de la qualité de « société à mission ».

Interrogée à cet égard, la déléguée a précisé :

« La proposition ne vise en effet que les sociétés. Cela étant, rien n'empêche une association ou une fondation d'œuvrer en matière de durabilité, d'inscrire de tels objectifs

[3] Il est souligné que par conséquent, les possibilités de recours contre ces deux types de « retrait » divergent également.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

dans leurs statuts et de se déclarer 'association à mission' ou 'fondation à mission'. Mais alors qu'une telle vocation est très naturelle pour ce type de structure, elle l'est nettement moins pour une société. Depuis l'entrée en vigueur du CSA, il est expressément reconnu que les sociétés ne poursuivent pas uniquement un but de lucre (article 1:1 du CSA). Le dispositif de la proposition vise à créer un cadre facultatif pour une telle extension des buts de la société ».

L'attention est toutefois attirée sur le fait que si l'intention est de permettre à des associations ou des fondations de se prévaloir également de la qualité d'association ou de fondation « à mission », il convient que cette faculté soit prévue dans le dispositif.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 2

1. L'article 1:5/1, § 1er, proposé précise que la société peut se prévaloir de la qualité de « société à mission d'intérêt commun » ou de « société à mission » dans sa dénomination raccourcie. Il semble en résulter que les auteurs de la proposition entendent ces dénominations comme étant librement interchangeables. Si telle n'était pas l'intention et que l'une des deux dénominations correspondait à une réalité plus large ou plus étroite que l'autre, il conviendrait de le préciser.

2. L'article 1:5/1, § 2, proposé indique que les statuts doivent préciser la « raison d'être, constituée des principes que la société entend poursuivre et pour le respect desquels elle entend affecter des moyens dans la réalisation de son activité ». Il n'apparaît pas clairement du dispositif si ces « principes que la société entend poursuivre » diffèrent ou non des « objectifs sociaux ou environnementaux que la société se donne pour mission de poursuivre de manière continue » prévus au paragraphe 3.

Le législateur veillera à clarifier l'intention et à illustrer ces principes et ces objectifs par des exemples dans la suite des travaux parlementaires.

Dans l'hypothèse où les « principes que la société entend poursuivre » et les « objectifs sociaux ou environnementaux que la société se donne pour mission de poursuivre de manière continue » recouvrent une même réalité et poursuivent une même intention, le paragraphe 2 sera omis.

3. À l'article 1:5/1, § 5, alinéa 2, proposé, il est précisé que le comité de mission est composé d'au moins une « personne indépendante » et d'au moins un salarié. Comme en a convenu la déléguée, la notion de « personne indépendante » renvoie à la notion d'indépendance au sens de l'article 7:87 du CSA.

Le dispositif sera clarifié dans ce sens.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

4. Le même alinéa énonce que, dans l'hypothèse où la société est une micro-société ou une petite société, le comité de mission peut être remplacé par un référent de mission nommé par l'organe d'administration. Le dispositif ne précise toutefois pas dans ce cas si le référent de mission doit être une personne indépendante ou un salarié.

Interrogée à cet égard, la déléguée a indiqué :

« Le 'référent de mission' peut être un salarié ou une personne qui n'est pas un salarié. Le choix de ne pas imposer un statut déterminé est délibéré. On remarque toutefois qu'en France, très peu de sociétés à mission ont choisi de nommer un tel référent, car le caractère collégial et délibératif du comité de mission constitue un élément clé de la SàM en ce qu'il constitue une caisse de résonnance des parties prenantes et des intérêts externes à la société ».

5. Toujours au même alinéa, dans la mesure où le comité de mission institué est distinct de l'organe d'administration et qu'il a le pouvoir de procéder à toutes les vérifications qu'il juge opportunes, il apparaît que celui-ci jouit d'une certaine indépendance et autonomie par rapport à l'organe d'administration dans l'exercice de sa compétence.

Interrogée à cet égard, la déléguée a précisé :

« […] tout comme les membres de l'organe d'administration sont indépendants par rapport aux actionnaires qui les ont nommés, les membres du comité de mission sont nommés par l'organe d'administration mais exerceront leur fonction de façon indépendante de l'organe d'administration et sans recevoir d'instructions de leur part.

[…] les membres du comité de mission ont vocation à agir de façon indépendante et critique. Pas plus que pour le comité d'audit (article 7:99 du CSA), il ne nous semble nécessaire de préciser cette qualité.

[…] l'indépendance individuelle a pour but d'assurer une indépendance des délibérations du comité. Le comité doit exercer le suivi des questions de durabilité et de l'accomplissement de la mission avec un regard critique et indépendant. Le fait de compter parmi ses membres un salarié n'empêche pas la liberté d'esprit de ce dernier. Le fait qu'un salarié est formellement subordonné à son employeur ne l'empêche pas de faire partie du comité de mission et d'y exprimer son avis que ce soit à titre personnel ou en sa qualité de subordonné. Le cas échéant, et pour la clarté des débats, il précisera en quelle qualité il s'y exprime ».

6. À l'article 1:5/1, § 7, alinéa 1er, proposé, il est prévu que l'organisme tiers indépendant chargé de la vérification périodique des objectifs que s'est fixée la société à mission émet un avis rendu public et annexé au rapport mentionné au paragraphe 6.

Il n'apparaît pas clairement du dispositif si l'avis rendu sera annexé au rapport du comité de mission ou au rapport de gestion visé à l'article 3:5 du CSA, et présenté par l'organe d'administration.

Le législateur veillera à préciser son intention dans la suite des travaux parlementaires.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

7. L'article 1:5/1, § 7, alinéa 2, proposé prévoit, parmi les hypothèses permettant de saisir le président du tribunal de l'entreprise, le cas dans lequel l'avis de l'organisme tiers indépendant conclut que « la société n'assure pas le suivi du processus de réduction d'une incidence négative importante qu'elle a sur son environnement ».

Cette formulation diffère de la condition prévue au paragraphe 4 proposé du même article selon laquelle la société « veille à réduire l'incidence négative actuelle ou potentielle de ses activités sur les questions de durabilité au sens de l'article 1:31/2, 1°, [du Code des sociétés] ». À cet égard, la section de législation attire notamment l'attention du législateur sur ce que ces « questions de durabilité » portent non seulement sur les droits environnementaux, mais également sur les droits sociaux et les droits de l'homme ainsi que sur les facteurs de gouvernance et qu'elle n'aperçoit pas, de prime abord, pourquoi seules les incidences négatives importantes « qu'elle a sur son environnement » et non sur les autres questions de durabilité pourraient conduire à ce qu'*in fine*, une société soit contrainte de retirer la mention « société à mission » ou « société à mission d'intérêt commun ».

Mieux vaudrait sans doute revoir, au paragraphe 7, l'hypothèse de l'avis de l'organisme tiers indépendant pour indiquer que c'est lorsqu'il « conclut qu'une des conditions prévues aux paragraphes 3 et 4 n'est pas respectée » que le président du tribunal de l'entreprise peut être saisi.

8. Au même alinéa la notion de « toute personne intéressée » n'est pas précisée.

Interrogée à ce sujet, la déléguée a répondu :

> « Toute personne intéressée peut saisir le président du tribunal de l'entreprise, même si la personne n'a pas de lien avec la société en cause. La notion d'intérêt à l'action est la même que celle que vise l'article 8:7 du CSA et doit s'entendre au sens de l'article 17, alinéa 1er, du Code judicaire. C'est donc un droit d'action plus large, un intérêt plus large, que celui visé à l'article 2:44 du CSA ».

9. L'article 1:5/1, § 7, alinéa 2, proposé prévoit que dans diverses situations liées au non-respect par la société de ses obligations découlant de son statut de « société à mission », « le ministère public ou toute personne intéressée peut saisir le président du tribunal de l'entreprise statuant comme en référé aux fins d'enjoindre, le cas échéant sous astreinte, au représentant légal de la société de supprimer la mention 'société à mission' ou 'société à mission d'intérêt commun' de tous les actes, documents ou supports électroniques émanant de la société », sans préciser toutefois au moyen de quel acte introductif d'instance le président peut être saisi.

Cette nouvelle compétence particulière s'inscrit dans la liste des compétences particulières énumérées à l'article 588 du Code judiciaire. Il semble dès lors utile de préciser dans le dispositif proposé que le président du tribunal de l'entreprise pourra être saisi « par requête ». À des fins de sécurité juridique, il semble par ailleurs indiqué d'ajouter la mention de cette compétence à l'article 588 du Code judiciaire.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

10. Au même alinéa, il est précisé que le président du tribunal de l'entreprise peut enjoindre sous peine d'astreinte au représentant légal de la société de supprimer la mention « société à mission » de tous les actes, documents ou supports électroniques émanant de la société.

Il semble découler de la rédaction de cette phrase que l'injonction sous peine d'astreinte serait dirigée non pas contre la société à mission (représentée par ses organes) mais contre le représentant légal en personne.

Le législateur veillera à clarifier son intention et, à défaut, à omettre les mots « au représentant légal de la société » du dispositif.

11. À l'article 1:5/1, § 8, proposé, il ressort du dispositif que la société déclare sa qualité au greffe du tribunal de l'entreprise compétent, sans autre précision. Le paragraphe 1er précise quant à lui que la société ne peut se prévaloir de la qualité de société à mission que pour autant que les conditions de l'article 1:5/1 proposé sont remplies. Il n'apparaît pas clairement du dispositif si le greffe du tribunal de l'entreprise dispose d'un pouvoir (ou d'une obligation) de vérification du respect des conditions légales avant d'inscrire la société en qualité de « société à mission », ni, de manière générale, si l'octroi de cette qualité fait l'objet d'un quelconque contrôle *a priori*.

Le législateur veillera à clarifier son intention à cet égard dans la suite des travaux parlementaires.

*

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond‡ en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

ONDERZOEK VAN HET VOORSTEL

ALGEMENE OPMERKING

Het voorstel heeft hoofdzakelijk tot doel de nieuwe hoedanigheid van "vennootschap met een missie" of "vennootschap met een missie van gemeenschappelijk belang" in het leven te roepen voor vennootschappen die in het kader van hun activiteit sociale en milieudoelstellingen willen nastreven en dito principes in acht willen nemen.

Daartoe bepaalt het dat vennootschappen zich kunnen beroepen op die hoedanigheid, dat de sociale of milieudoelstellingen in de statuten worden opgenomen, dat die statuten ook de regels bevatten voor het opvolgen van de tenuitvoerlegging van de opdracht in kwestie, dat daartoe een opdrachtcomité wordt opgericht dat losstaat van de andere organen van de vennootschap, en dat dit comité jaarlijks aan de algemene vergadering verslag uitbrengt over de voortgang van de opdracht en over de duurzaamheid.

Ten slotte voorziet het voorstel dat een onafhankelijke derde instantie de realisatie van de in de statuten vastgelegde doelstellingen periodiek controleert, en dat die instantie een openbaar advies uitbrengt over de inachtneming van die doelstellingen, wat er in voorkomend geval toe kan leiden dat de hoedanigheid van "vennootschap met een missie" wordt ingetrokken bij beslissing van de voorzitter van de ondernemingsrechtbank zetelend zoals in kort geding.

In de toelichting wordt gesteld dat er in het huidige recht vergelijkbare hoedanigheden bestaan waarop vennootschappen zich reeds kunnen beroepen, en dat het Wetboek van vennootschappen en verenigingen nu reeds de oprichting mogelijk maakt van vennootschappen met een sociaal oogmerk, via de coöperatieve vorm.[1]

Meer bepaald staat in artikel 8:5, § 1, eerste lid, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (hierna: het "WVV") dat een coöperatieve vennootschap[2] aan de benaming van haar rechtsvorm de woorden "erkend als sociale onderneming" mag toevoegen als zij voldoet aan de volgende voorwaarden:

> "1° zij heeft hoofdzakelijk tot doel, in het algemeen belang, een positieve maatschappelijke impact te bewerkstelligen op de mens, het milieu of de samenleving;

‡ Aangezien het om een voorstel van wet gaat, wordt onder "rechtsgrond" de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

[1] Toelichting, 4.

[2] De wet beperkt die mogelijke erkenning tot vennootschappen met de vorm van een coöperatieve in de zin van artikel 1:5, § 2, vierde streepje, van het WVV.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

2° enig vermogensvoordeel dat zij aan haar aandeelhouders uitkeert, onder welke vorm dan ook, mag, op straffe van nietigheid, niet hoger zijn dan de rentevoet vastgesteld door de Koning ter uitvoering van de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie, het Sociaal Ondernemerschap en de Landbouwonderneming, toegepast op het door de aandeelhouders werkelijk gestorte bedrag op de aandelen;

3° bij vereffening wordt aan het vermogen dat overblijft na aanzuivering van het passief en terugbetaling van de door de aandeelhouders gestorte en nog niet terugbetaalde inbreng, op straffe van nietigheid, een bestemming gegeven die zo nauw mogelijk aansluit bij haar voorwerp als erkende sociale onderneming."

Voorts legt artikel 6, § 1, van het koninklijk besluit van 28 juni 2019 'tot vaststelling van de voorwaarden van de erkenning als landbouwonderneming en als sociale onderneming' de volgende voorwaarden op:

"§ 1. Een erkenning als sociale onderneming wordt toegekend door de minister van Economie aan een coöperatieve vennootschap wanneer haar statuten, haar werking en haar activiteiten in overeenstemming zijn met de volgende voorwaarden:

1° de vennootschap heeft hoofdzakelijk tot doel, in het algemeen belang, een positieve maatschappelijke impact te bewerkstelligen op de mens, het milieu of de samenleving, overeenkomstig artikel 8:5, § 1, 1°, van het wetboek;

2° de statuten omschrijven het voorwerp van de vennootschap waarbij uitdrukkelijk tot uiting komt dat dit voorwerp dienstig is om een positieve maatschappelijke impact op de mens, het milieu of de samenleving te bewerkstelligen;

3° bij uittreding ontvangt de uittredende aandeelhouder maximum de nominale waarde van zijn werkelijke inbreng;

4° het mandaat van bestuurder is onbezoldigd, tenzij de algemene vergadering van aandeelhouders beslist over een beperkte onkostenvergoeding of presentiegeld;

5° geen enkele aandeelhouder mag aan een stemming in de algemene vergadering deelnemen met meer dan een tiende van het aantal stemmen verbonden aan de vertegenwoordigde aandelen;

6° het bedrag van het dividend uit te keren aan de aandeelhouders kan slechts worden bepaald na bepaling van een bedrag dat de vennootschap voorbehoudt aan projecten of bestemmingen die nodig of dienstig zijn tot verwezenlijking van haar voorwerp;

7° het enig vermogensvoordeel dat de vennootschap rechtstreeks of onrechtstreeks aan haar aandeelhouders uitkeert, onder welke vorm dan ook, mag niet hoger zijn dan de rentevoet vastgesteld in artikel 8:5, § 1, 2°, van het wetboek, en toegepast op het door de aandeelhouders werkelijk gestorte bedrag op de aandelen;

8° bij vereffening van de vennootschap is het vermogen dat overblijft na aanzuivering van het passief en terugbetaling van het door de aandeelhouders werkelijke gestorte en nog niet terugbetaalde bedrag op de aandelen, bestemd voor een bestemming dat zo nauw mogelijk aansluit bij haar voorwerp overeenkomstig artikel 8:5, § 1, 3°, van het wetboek."

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

Artikel 6, § 2, bepaalt het volgende:

"Het bestuursorgaan van de vennootschap stelt jaarlijks een bijzonder verslag over het afgesloten boekjaar op waarin het ten minste melding maakt van:

1° de informatie vermeld in artikel 6:120, § 2, van het wetboek;

2° de wijze waarop het bestuursorgaan van de vennootschap toezicht houdt op de toepassing van de erkenningsvoorwaarden, bepaald in paragraaf 1;

3° de activiteiten die de vennootschap heeft verricht ter verwezenlijking van haar voorwerp;

4° de middelen die de vennootschap hiervoor heeft ingezet.

Het bijzonder verslag wordt ingevoegd in het jaarverslag dat overeenkomstig artikelen 3:5 en 3:6 van het wetboek wordt opgesteld en neergelegd."

Uit die verschillende voorwaarden volgt dat het statuut van "sociale onderneming" dat in artikel 8:5 van het WVV wordt vermeld, al grotendeels samenvalt met de "vennootschap met een missie" of "vennootschap met een missie van gemeenschappelijk belang" van het voorgestelde dispositief, en dat het grotendeels vergelijkbare doelstellingen nastreeft.

Op de vraag hoe die twee regelingen zich tot elkaar verhouden, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

"L'article 8:5 CSA concerne les sociétés coopératives, alors que la SàM pourra s'appliquer à toutes les formes de société. De plus, le §1er, 2° de cet article prévoit que 'tout avantage patrimonial qu'elle distribue à ses actionnaires, sous quelque forme que ce soit, ne peut, à peine de nullité, excéder le taux d'intérêt fixé par le Roi (...)'. Il n'y a pas de condition de ce type prévue pour la SàM, mais une SàM pourrait adopter ce type de dispositif et, si elle a adopté la forme coopérative, demander l'agrément comme 'entreprise sociale'.

Rien n'empêcherait une SCES ou SC agréée ES à également être une société à mission dès lors qu'elle remplirait les conditions prévues.

Alors que la sanction du non-respect des conditions d'agrément peut être la dissolution (article 8:7 du CSA), la sanction du non-respect des conditions de la SàM serait l'injonction judiciaire de cesser d'utiliser cette qualification (article 1:5/1, § 7, alinéa 2 du CSA)."

Dat neemt niet weg dat het voorgestelde dispositief grotendeels samenvalt met de bestaande regeling inzake de sociale onderneming zoals bepaald in artikel 8:5 van het WVV en dat, bij de huidige stand van het voorgestelde dispositief, coöperatieve vennootschappen bijgevolg zowel de hoedanigheid van "vennootschap met een missie" als die van "sociale onderneming" kunnen hebben.

De wetgever moet er dan ook op toezien dat hij in het vervolg van de parlementaire voorbereiding minstens bepaalt hoe die twee regelingen zich tot elkaar verhouden wat betreft de erkende coöperatieve vennootschappen, en in het bijzonder wat betreft de naam van de vennootschap, het opstellen van het bijzonder verslag en van het opdrachtverslag alsook de periodieke controle door een onafhankelijke derde instantie ten aanzien van de controle die de ambtenaren van de FOD Economie al hebben uitgevoerd inzake de hoedanigheid van sociale onderneming. Ook wat betreft de intrekking van de hoedanigheid van "sociale onderneming" en

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

die van "vennootschap met een missie" dienen de twee dispositieven op elkaar te worden afgestemd, aangezien het in het eerste geval de minister van Economie is die de hoedanigheid intrekt, terwijl het in het tweede geval de voorzitter van de ondernemingsrechtbank is die de intrekking van de hoedanigheid van "vennootschap met een missie" beveelt.[3]

2. In het voorgestelde dispositief wordt verwezen naar het begrip "vennootschap", wat erop lijkt te wijzen dat verenigingen zonder winstoogmerk en stichtingen zich niet zullen kunnen beroepen op de hoedanigheid "vennootschap met een missie".

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "La proposition ne vise en effet que les sociétés. Cela étant, rien n'empêche une association ou une fondation d'œuvrer en matière de durabilité, d'inscrire de tels objectifs dans leurs statuts et de se déclarer 'association à mission' ou 'fondation à mission'. Mais alors qu'une telle vocation est très naturelle pour ce type de structure, elle l'est nettement moins pour une société. Depuis l'entrée en vigueur du CSA, il est expressément reconnu que les sociétés ne poursuivent pas uniquement un but de lucre (article 1:1 du CSA). Le dispositif de la proposition vise à créer un cadre facultatif pour une telle extension des buts de la société.".

Er wordt echter op gewezen dat, indien het de bedoeling is dat ook verenigingen of stichtingen zich kunnen beroepen op de hoedanigheid van vereniging of stichting "met een missie", die mogelijkheid dient te worden voorzien in het dispositief.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 2

1. Het voorgestelde artikel 1:5/1, § 1, bepaalt dat een vennootschap zich kan beroepen op de hoedanigheid van "vennootschap met een missie van gemeenschappelijk belang" of van, verkort, "vennootschap met een missie". Daaruit lijkt te volgen dat de stellers van het voorstel die benamingen als vrijelijk inwisselbaar beschouwen. Als dat niet de bedoeling is en een van beide benamingen een ruimere of een beperktere betekenis heeft dan de andere, dient dat duidelijk te worden gesteld.

2. In het voorgestelde artikel 1:5/1, § 2, staat dat in de statuten "de bestaansreden van de vennootschap omschreven [wordt], bestaande uit de principes die de vennootschap nastreeft en waarvoor zij middelen beoogt in te zetten bij de uitoefening van haar werkzaamheden." Uit het dispositief blijkt niet duidelijk of die "principes die de vennootschap nastreeft" al dan niet verschillen van de "maatschappelijke of milieudoelstellingen (…) die de onderneming zich ten opdracht stelt voortdurend na te streven", zoals voorzien in paragraaf 3.

[3] Er wordt onderstreept dat tegen die twee types "intrekking" bijgevolg ook onderscheiden beroepsmogelijkheden openstaan.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

In het vervolg van de parlementaire voorbereiding moet de wetgever zijn bedoeling verduidelijken en die principes en doelstellingen illustreren met voorbeelden.

Als die "principes die de vennootschap nastreeft" en de "maatschappelijke of milieudoelstellingen (…) die de onderneming zich ten opdracht stelt voortdurend na te streven" op hetzelfde slaan en eenzelfde bedoeling inhouden, moet paragraaf 2 weggelaten worden.

3. In het voorgestelde artikel 1:5/1, § 5, tweede lid, wordt gestipuleerd dat het opdrachtcomité bestaat uit ten minste één "onafhankelijke persoon" en ten minste één werknemer. De gemachtigde heeft beaamd dat het begrip "onafhankelijke persoon" verwijst naar het begrip "onafhankelijkheid" in de zin van artikel 7:87 van het WVV.

Dat moet in het dispositief worden verduidelijkt.

4. In hetzelfde lid staat dat, ingeval de vennootschap een micro-onderneming of een kleine onderneming is, het opdrachtcomité kan worden vervangen door een opdrachtreferent die wordt benoemd door het bestuursorgaan. Het dispositief zegt echter niet of de opdrachtreferent in dat geval een onafhankelijke persoon dan wel een werknemer moet zijn.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "Le 'référent de mission' peut être un salarié ou une personne qui n'est pas un salarié. Le choix de ne pas imposer un statut déterminé est délibéré. On remarque toutefois qu'en France, très peu de sociétés à mission ont choisi de nommer un tel référent, car le caractère collégial et délibératif du comité de mission constitue un élément clé de la SàM en ce qu'il constitue une caisse de résonnance des parties prenantes et des intérêts externes à la société."

5. Nog steeds volgens hetzelfde lid blijkt dat het ingestelde opdrachtcomité, voor zover het verschilt van het bestuursorgaan en bevoegd is om alle controles uit te voeren die het opportuun acht, ten opzichte van het bestuursorgaan een zekere onafhankelijkheid en autonomie geniet in de uitvoering van zijn bevoegdheid.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

> "(…) tout comme les membres de l'organe d'administration sont indépendants par rapport aux actionnaires qui les ont nommés, les membres du comité de mission sont nommés par l'organe d'administration mais exerceront leur fonction de façon indépendante de l'organe d'administration et sans recevoir d'instructions de leur part.
>
> (…) les membres du comité de mission ont vocation à agir de façon indépendante et critique. Pas plus que pour le comité d'audit (article 7:99 van het WVV), il ne nous semble nécessaire de préciser cette qualité.

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡

> (…) l'indépendance individuelle a pour but d'assurer une indépendance des délibérations du comité. Le comité doit exercer le suivi des questions de durabilité et de l'accomplissement de la mission avec un regard critique et indépendant. Le fait de compter parmi ses membres un salarié n'empêche pas la liberté d'esprit de ce dernier. Le fait qu'un salarié est formellement subordonné à son employeur ne l'empêche pas de faire partie du comité de mission et d'y exprimer son avis que ce soit à titre personnel ou en sa qualité de subordonné. Le cas échéant, et pour la clarté des débats, il précisera en quelle qualité il s'y exprime."

6. In het voorgestelde artikel 1:5/1, § 7, eerste lid, wordt bepaald dat de onafhankelijke derde instantie die belast is met de periodieke controle van de doelstellingen die de vennootschap met een missie zich ten opdracht stelt, een openbaar advies uitbrengt dat als bijlage bij het in paragraaf 6 bedoelde verslag wordt gevoegd.

Uit het dispositief blijkt niet duidelijk of het uitgebrachte advies gevoegd moet worden bij het verslag van het opdrachtcomité dan wel bij het verslag bedoeld in artikel 3:5 van het WVV, en moet worden voorgelegd door het bestuursorgaan.

De wetgever moet erop toezien dat hij zijn bedoeling verduidelijkt in het vervolg van de parlementaire voorbereiding.

7. Het voorgestelde artikel 1:5/1, § 7, tweede lid, bepaalt in welke gevallen de voorzitter van de ondernemingsrechtbank geadieerd kan worden, waaronder het geval waarin de onafhankelijke derde instantie besluit dat "de vennootschap het proces ter beperking van een belangrijke negatieve weerslag die zij op haar omgeving heeft, veronachtzaamt".

Die formulering verschilt van de voorwaarde in de voorgestelde paragraaf 4 van hetzelfde artikel, waarin gesteld wordt dat de vennootschap "de huidige of potentiële negatieve weerslag van haar werkzaamheden op de duurzaamheidskwesties in de zin van artikel 1:31/2, 1°, [van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen] tracht te beperken". In dat verband wijst de afdeling Wetgeving de wetgever er met name op dat die "duurzaamheidskwesties" niet alleen betrekking hebben op milieurechten maar ook op sociale rechten en mensenrechten, alsook op de governancefactoren, en dat zij niet meteen inziet waarom alleen de belangrijke negatieve weerslag "die zij op haar omgeving heeft", en niet op andere duurzaamheidskwesties, een vennootschap er uiteindelijk toe zou kunnen dwingen de vermelding "vennootschap met een missie" of "vennootschap met een missie van gemeenschappelijk belang" in te trekken.

Wellicht zou men het geval betreffende het advies van de onafhankelijke derde instantie in paragraaf 7 beter herzien, en bepalen dat de voorzitter van de ondernemingsrechtbank kan worden geadieerd wanneer dat advies "besluit dat een van de voorwaarden bedoeld in de paragrafen 3 en 4 niet in acht wordt genomen".

‡LW-AFB[PBCFD-HIFDCQW‡

8. In hetzelfde lid wordt het begrip "iedere belanghebbende persoon" niet omschreven.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

"Toute personne intéressée peut saisir le président du tribunal de l'entreprise, même si la personne n'a pas de lien avec la société en cause. La notion d'intérêt à l'action est la même que celle que vise l'article 8:7 du CSA et doit s'entendre au sens de l'article 17, alinéa 1er, du Code judicaire. C'est donc un droit d'action plus large, un intérêt plus large, que celui visé à l'article 2:44 du CSA."

9. Het voorgestelde artikel 1:5/1, § 7, tweede lid, bepaalt dat in diverse situaties waarin de vennootschap haar verplichtingen die voortvloeien uit haar statuut van "vennootschap met een missie" niet nakomt, "het openbaar ministerie of iedere belanghebbende persoon de voorzitter van de ondernemingsrechtbank zetelend zoals in kort geding [kan] adiëren, teneinde de wettig[e] vertegenwoordiger van de vennootschap te gelasten, in voorkomend geval op straffe van dwangsom, de vermelding 'vennootschap met een missie' of 'vennootschap met een missie van gemeenschappelijk belang' weg te laten uit alle akten, stukken en elektronische dragers die van de vennootschap uitgaan". Die bepaling preciseert echter niet door middel van welke akte van rechtsingang de voorzitter geadieerd kan worden.

Die nieuwe bijzondere bevoegdheid past in de lijst van bijzondere bevoegdheden opgesomd in artikel 588 van het Gerechtelijk Wetboek. Het lijkt dan ook nuttig in het voorgestelde dispositief te stipuleren dat de voorzitter van de ondernemingsrechtbank kan worden geadieerd "bij verzoekschrift". Ter wille van de rechtszekerheid lijkt het bovendien verkieslijk die bevoegdheid aanvullend te vermelden in artikel 588 van het Gerechtelijk Wetboek.

10. In hetzelfde lid wordt bepaald dat de voorzitter van de ondernemingsrechtbank de wettige vertegenwoordiger van de vennootschap op straffe van dwangsom kan gelasten de vermelding "vennootschap met een missie" weg te laten uit alle akten, stukken en elektronische dragers die van de vennootschap uitgaan.

De injunctie op straffe van dwangsom zou, blijkens de wijze waarop die zin gesteld is, niet gericht zijn tegen de vennootschap met een missie (vertegenwoordigd door haar organen), maar tegen de persoon zelf van de wettige vertegenwoordiger.

De wetgever moet zijn bedoeling verduidelijken. Zo niet, moeten de woorden "de wettig[e] vertegenwoordiger" uit het dispositief worden weggelaten.

11. Uit het dispositief van het voorgestelde artikel 1:5/1, § 8, volgt dat de vennootschap haar hoedanigheid van vennootschap met een missie meldt bij de griffie van de bevoegde ondernemingsrechtbank, wat niet nader wordt gepreciseerd. Paragraaf 1 bepaalt dan weer dat de vennootschap zich alleen kan beroepen op de hoedanigheid van vennootschap met een missie als ze aan de voorwaarden van het voorgestelde artikel 1:5/1 voldoet. Uit het dispositief blijkt niet duidelijk of de griffie van de ondernemingsrechtbank de bevoegdheid (of verplichting) heeft om de naleving van de wettelijke voorwaarden te controleren voordat ze de vennootschap registreert als "vennootschap met een missie", noch, in het algemeen, of de toekenning van die hoedanigheid het voorwerp uitmaakt van enigerlei controle vooraf.

‡LW-AFB[PBCFD-HIFDCQW‡

De wetgever moet zijn bedoeling in dat verband verduidelijken in het vervolg van de parlementaire voorbereiding.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER	LE PRESIDENT – DE VOORZITTER
Béatrice DRAPIER FACCO	Patrick RONVAUX

‡LW-AFB|PBCFD-HIFDCQW‡